



Consultation publique de l'Arcep portant sur la mise à jour de la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée pour la tarification du dégroupage

(20 juillet 2023)

L'Avicca et Départements de France n'avaient pas répondu aux consultations précédentes sur ce thème dont l'intitulé portait sur une modélisation encadrant la tarification du dégroupage.

Cependant la décision 2020-1498 donne une portée totalement différente au modèle, puisque l'Autorité en vient à considérer que « l'utilisation du « modèle de tarification » est pertinente pour l'appréciation des niveaux tarifaires dans le cadre du présent règlement de différend. »

Aussi nos deux associations tiennent à exprimer cette fois leur opposition à ce que les paramètres du modèle et même la référence à un modèle national destiné à réguler la tarification du dégroupage, soient utilisés dans des arbitrages de règlement de différends concernant les réseaux d'initiative publique. Ceux-ci ont en effet des échelles, des temporalités de déploiement, des contraintes géographiques qui ne sauraient être appréhendées par un modèle global.

Les échelles de déploiement impactent évidemment les prix qu'un donneur d'ordre peut obtenir. Les collectivités ne sont en rien responsables – elles sont même au contraire victimes - du fait que toutes les agglomérations centres aient été préemptées par les opérateurs privés, rendant les chantiers locaux nettement moins importants en masse et plus complexes en réalisation.

Il est également patent que les collectivités ont essuyé les plâtres des déploiements en zone peu dense et en aérien. La succession des appels d'offres a permis de diminuer les coûts, mais sans les premiers millions de prises en zone rurales attribuées à des prestataires, une telle baisse ne se serait évidemment pas produite.

Les spécificités des contraintes géographiques sont éminemment nombreuses : disparités du génie civil d'Orange (taux d'aérien, taux de pleine terre, défauts d'entretien...), de formes d'habitat même à densité égale (bourgs ou habitat dispersé), taux de résidences secondaires, la liste est extrêmement longue. Par définition, un réseau local est un condensé de spécificités qui a contrario sont lissées au niveau national. Ce n'est pas pour rien que les zones les plus rurales des communes préemptées par les opérateurs privés ne soient pas toujours déployées à l'heure actuelle.

Le régulateur doit donc tenir compte des particularités des OI qui agissent à une échelle locale via des sociétés ad hoc et des RIP. À titre d'exemple, il est impossible de prévoir les opérations

d'enfouissement ou de dévoiement ; il est douteux que les bases de données historiques d'Orange sur son réseau cuivre permettent d'estimer de telles opérations à l'échelle d'un département dont les principales intercommunalités auraient été retranchées, même si ces bases avaient pu être connues. Autre exemple de spécificité : les collectivités ont l'obligation de contrôler leurs délégataires, ce qui engendre des frais particuliers.

Par ailleurs, la consultation de 2015 sur le modèle s'est déroulée alors que la complétude était en cours de définition (recommandation du 7 décembre 2015). Il a fallu plusieurs années pour atteindre des déploiements significatifs, avec de premières complétudes à l'échelle départementales, du moins s'agissant de la zone d'initiative publique (à date, pas de ZTD départementale complétée, une seule zone AMII départementale raccordable à plus de 95% en dehors de l'Île-de-France...).

Les collectivités ont agi dans un cadre extrêmement précis qui est celui des marchés publics. Par définition, les prestataires retenus sont les mieux-disants, et toute autre attribution pouvait être légalement contestée. Ces procédures n'ont pas permis de retenir un « opérateur efficace » abstrait, mais bien l'opérateur le plus efficace du territoire et du moment, déterminé par la puissance publique, dans le cadre contraint du plan Très haut débit. Rien n'interdisait d'ailleurs à un quelconque opérateur commercial de se lancer pour répondre à un projet et démontrer son efficacité dans le rôle d'opérateur d'infrastructure.

Il convient également de souligner que d'autres contraintes ont pu se surajouter, comme des obligations de régulation. D'autre part, certaines exigences, comme celles d'une limitation de portée à 16 km, ont été imposées aux collectivités porteuses de projets, et donc à leurs OI. Un opérateur privé intervenant en zone peu dense aurait évidemment choisi une valeur bien supérieure pour être efficace. Il n'est d'ailleurs qu'à voir les discussions en cours au sein du Comité d'experts, réuni sous l'égide de l'Arcep, qui visent de plus en plus à assouplir les règles de déploiements FttH (affaiblissements notamment) maintenant que les opérateurs intégrés déploient également en zones rurales...

Lorsque l'on observe les retards accumulés sur la zone AMII et sur la zone très dense, même si nous ne referont pas l'histoire hélas¹, on n'ose imaginer ce qu'aurait été la situation des autres territoires si les collectivités n'étaient pas intervenues, et si des investisseurs n'avaient pas pris le risque de leur répondre.

La régulation ne peut faire fi de l'histoire et de la géographie. L'aménagement numérique du territoire a un coût, à partir du moment où la volonté politique nationale et locale est d'obtenir à la fois une couverture exhaustive et une qualité de service au quotidien égale pour tous, et ce malgré les contraintes supérieures en zones peu denses. Ce coût doit être pris en compte par la régulation pour être absorbé par les utilisateurs des réseaux mutualisés.

Et donc par voie de conséquence, Départements de France et l'Avicca s'opposent à ce que les paramètres du modèle et même la référence à un modèle national destiné à réguler la tarification du dégroupage soient utilisés dans des arbitrages de règlement de différends concernant les réseaux d'initiative publique.

¹ <https://www.avicca.org/actualite/chiffres-arcep-au-t1-2023-en-zone-privee-ne-refera-pas-lhistoire-helas>